



**Communauté d'Agglomération  
Grand Calais Terres et Mers**

**Marché de prestations liées à la  
Maintenance de l'Eclairage Public des  
Zones d'Activités et Espaces Publics de  
Grand Calais**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(C.C.A.P.)**

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## Article premier - Objet, forme et durée du marché

### 1.1 - Objet des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

**Marché de prestations liées à la maintenance de l'éclairage public des zones d'activités et des espaces publics de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 - Tranches et Lots

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

### 1.3 - Forme du Marché

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum de commandes de 209 000 € HT sans remise en compétition lors de la notification des bons de commandes.

### 1.4 - Durée du Marché

Le marché commence à partir de la date de notification du marché pour une durée de 4 ans fermes.

## Article 2 - Documents contractuels

Le Marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ♦ l'Acte d'Engagement et ses annexes (AE);
- ♦ le Règlement de Consultation (RC) ;
- ♦ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAG), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ♦ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ♦ Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- ♦ Le détail estimatif servant de bordereau d'aide à la décision (DEAD)
- ♦ le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés CCTG applicable à la conception et à la réalisation d'éclairage public;
- ♦ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

- ♦ Mémoire justificatif

### **Article 3 - Délai d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **Article 4 - Conditions d'exécution**

#### **4.1 - Bons de commande**

Pas de stipulations particulières.

#### **4.2 - Emballage**

Sans objet.

#### **4.3 - Transport**

Sans objet.

#### **4.4 - Mode d'exécution**

Les prestations sont exécutées conformément au CCTP

#### **4.5 - Lieu d'exécution des prestations**

Les lieux d'exécution sont :

- Z.I des DUNES à CALAIS, y compris le site archéologie,
- ZAC Marcel DORET, y compris les ZFU Nord et Est à CALAIS,
- ZAC du VIRVAL à CALAIS,
- ZAC des Pins TRANSMARCK et la ZAL à MARCK,
- ZAC LES TERRASSES à COQUELLES,
- Base de voile Tom Souville de SANGATTE,
- Base de char à voile des HEMMES DE MARCK,
- Berges des canaux de Calais,
- Hôtel Communautaire,
- Aéroport.
- Crèche pomme d'Api à LES ATTAQUES
- Les Stations d'épuration :
  - Monod
  - Toul
  - Sangatte

#### **4.6 - Surveillance en usine**

Sans objet.

#### **4.7 - Opérations de vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG FCS.

#### **4.8 - Décisions après vérification, l'admission :**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS, par : Monsieur Serge ROUGEAX, Responsable de la Gestion et Maintenance des espaces publics et réseaux.

### **Article 5 - Garantie technique**

Sans objet.

### **Article 6 - Retenue de garantie**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

### **Article 7 - Marchandises remises au titulaire**

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

### **Article 8 - Prix**

#### **8.1 - Forme des prix**

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

#### **8.2 - Variation des prix**

##### **8.2.1 - Mois d'établissement du prix du Marché**

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédent la date de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

##### **8.2.2 - Type de variation des prix**

Tous les prix du présent marché sont révisables selon les mêmes modalités spécifiées ci-après.

La révision sera faite à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P/P0 = 0,15 + 0,85 (0,75 \times (\text{NAT} + \text{CS1}) / \text{NAT0} + \text{CS10}) + 0,15 \text{ IM/IM0} + 0,10 \text{ ES/ES0}$$

Les indices retenus pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût des prestations sont les suivants :

Indice	Définition
<b>NAT</b>	Indice général des salaires BTP / sources FFB
<b>CS1</b>	Coefficient de charges travaux publics
<b>IM</b>	Indice matériel / source FNTP
<b>ES</b>	Super carburant plombé / source INSEE

Les indices sont publiés au bulletin mensuel de la statistique et sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr);

Pour la mise en oeuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La variation des prix est limitée à 5 %. Cela se traduit de la manière suivante : à la date anniversaire du marché, application de la formule de révision. Si coefficient de variation est inférieur à 5%, application de ce dernier. Si coefficient de variation supérieur à 5 %, application de 5 %.

#### **Clause de butoir**

La variation des prix ne peut en aucun cas excéder le prix initial majoré de 5.00 %.

## **Article 9 - Modalités de règlement**

### **9.1 Présentation des demandes de paiement**

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers**  
**Direction des Ressources Financières**  
**76 boulevard Gambetta - CS 40 021**  
**62101 CALAIS CEDEX**

### **9.2 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

### **9.3 Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

#### **9.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### **Article 10 - Avance**

Une avance est versée au maître d'œuvre dans les conditions prévues 110 à 113 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant HT du marché dépasse 50 000 € HT.

Sous réserve des dispositions de l'article 62 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et article 139 à 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatives aux marchés publics, relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Conformément à l'article 112 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conditionner le versement de l'avance à la présentation d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle portant sur tout ou partie du remboursement de l'avance. Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception de cette garantie ou caution.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début d'exécution des prestations au titre desquels est accordée cette avance. Toutefois, lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, pour tout ou partie du remboursement d'une avance, le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est au moins égal à 50 000 € HT.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

## **Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G FCS.

## **Article 12 - Droit, Langue, Monnaie**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.



La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Entretien des espaces verts. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."*

### **Article 13 – Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les dispositions relatives aux pénalités sont les suivantes :

L'ensemble des observations portées sur les bons d'exécutions servira de base pour juger l'exécution des prestations.

Les pénalités seront appliquées sur la facture correspondant aux prestations mises en cause.

- **Pénalités pour retard d'exécution dans le cas de pannes de type 1 et 2 selon tableau du CCTP**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G FCS, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations non justifié ou non autorisé par le pouvoir adjudicateur, la pénalité journalière de 150 € HT.

- **Pénalités pour retard d'exécution dans le cas de pannes de type 3 et 4 selon tableau du CCTP**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations non justifié ou non autorisé par le pouvoir adjudicateur, la pénalité de 150 € HT par heure.

- **Pénalités pour non remise de documents**

Le titulaire est tenu de remettre dans les délais les documents contractuels (plan d'assurance qualité, programme d'exécution des travaux, journal de chantier, schéma d'organisation de suivi et d'évacuation des déchets...).

En cas de non remise de documents, le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 € HT.

## **Article 14 - Formation**

Sans objet.

## **Article 15 - Résiliation du Marché**

Les clauses des articles 29 à 36 du C.C.A.G. sont applicables.

## **Article 16 - Dérogations au CCAG**

Il est dérogé aux articles suivants du C.C.A.G. :

- ♦ L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G FCS .